



## Sommaire

### Dialogue politique

La parole aux chefs d'institution p3

### Rumeurs propagées par l'opposition

Ferme condamnation officielle p5

### Mission économique chinoise

Satisfaction partagée p6

### Hub Africa

Les 3 meilleurs projets gabonais sont connus p7

### Forum sur le numérique

Un rôle accru pour le Gabon p8



**Evaluation FMI** p.2

**Il faut  
poursuivre  
les réformes**

# Evaluation FMI Il faut poursuivre les réformes

2

Publié le 10 avril 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**L**e rapport d'évaluation de la performance du système de gestion des finances publiques a été remis ce vendredi par le Fonds Monétaire International à Mathias Otounga Ossibadjou, ministre du Budget et des Comptes publics.

A savoir qu'avant la remise du rapport, plusieurs membres du département des finances publiques du FMI ont effectué une visite de travail à Libreville. Ce qui a abouti à l'élaboration d'un document établi selon la méthodologie Pefa (Public expenditure and financial accountability ou Programme d'examen des dépenses publiques et d'évaluation de la responsabilité financière).

Par ailleurs, constat a été fait par la mission du Fonds que ces trois dernières années, des avancements notables sont à mettre à l'actif des responsables de la gestion des finances

publiques au Gabon. Mais l'institution financière estime que les réformes doivent être poursuivies et qu'elles puissent être soutenues par une consolidation des fondamentaux du système (de gestion actuellement en place.

Manière pour Gwenaëlle Suc, la chef de mission Pefa et représentante du FMI, de soutenir qu'il ne sert à rien de tout bouleverser au risque de recommencer à zéro et de s'exposer à des risques inutiles. Cette dernière qui a insisté sur la nécessité d'être « irréprochables sur l'exécution de la dépense, la qualité de la comptabilité, et l'information budgétaire et financière ».

A savoir enfin que le rapport a été confectionné sur la base de 31 indicateurs, couvrant l'ensemble des composantes de la gestion des finances publiques, de la préparation du budget jusqu'à son exécution, puis son contrôle.



# Dialogue politique

## La parole aux chefs d'institution

Publié le 13 avril 2017

[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**I**nvités à se prononcer sur le fonctionnement des institutions dont ils ont la charge pour leur rôle dans la bonne marche de la démocratie et la consolidation de l'unité nationale, les présidents des institutions de la République ont exploré les pistes de solutions en vue d'aider les acteurs politiques présents au dialogue.

Dans l'ensemble, les différentes interventions se sont orientées à apporter des suggestions en vue d'aider, sous forme de bréviaire, les acteurs politiques présents au dialogue politique au moment de leur discussion.

Ainsi, dans sa communication, la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubousson a proposé une réforme du parlement gabonais afin qu'il joue pleinement son rôle avec transpa-

rence, accessibilité, efficacité et responsabilité. Le Conseil économique et social n'est pas en reste de cette vision. Sa présidente, Georgette Koko, estime en outre qu'il faut revisiter le cadre juridique de l'institution, la révision à la hausse des dotations budgétaires et faire aboutir le projet de décret portant réorganisation des services administratifs.

S'agissant du Conseil national de la démocratie, le président de cette institution, Séraphin Ndaot Rembogo soutient l'importance d'élaborer un code de bonne conduite à l'usage des acteurs politiques ; établir des procédures et modes de règlement des conflits entre acteurs politiques ; réduire les

*suite page 4*





*suite de la page 3*

mandats des membres de la Cour Constitutionnelle ; maintenir le septennat mais renouvelable une seule fois.

La Médiatrice de la République, Laure Olga Gondjout, prône pour sa part l'adoption des textes d'application de l'institution du médiateur ; l'attribution d'un siège décent, accessible et sécurisé ; l'amélioration de la coopération avec le gouvernement.

L'Assemblée Nationale, par la voix de son président, Richard Auguste Onouvié, souhaite quant à elle « le retour de ses rapports avec le gouvernement conformément à la Constitution » notamment concernant la pratique des ordonnances. Leur nombre, les conditions de leur examen et l'importance des matières qu'elles visent pourraient susciter, selon l'intervenant, le sentiment que le

gouvernement esquive le débat.

Contrairement aux autres institutions, la Cour Constitutionnelle émet par contre des regrets, lesquels seront corrigés par les acteurs politiques lors des débats. Il s'agit pour son président, Marie Madeleine Mborantso de l'incinération des bulletins de vote aussitôt après le scrutin ; la négligence des scrutateurs dans la tenue des listes des émargements ; le refus des principaux acteurs politiques et des candidats de s'imprégner des dispositions législatives et réglementaires qui régissent l'élection ; l'absence de prise de conscience des citoyens du rôle important qui est le leur de garantir la fiabilité des listes électorales.

Les chefs des autres institutions (Conseil National de la Communication, Cenap, confessions religieuses...) ont également pris la parole tout comme les anciens chefs de gouvernement.



# Rumeurs propagées par l'opposition

## Ferme condamnation officielle

Publié le 13 Avril 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**L**e ministère de l'Intérieur condamne fermement les informations diffusées par contacts téléphoniques et sur les réseaux sociaux indiquant la mise sous contrôle par ce département de toutes les communications en République Gabonaise à compter du 12 avril 2017.

Ce département ministériel réfute catégoriquement « ces allégations mensongères allant à l'encontre des libertés individuelles et rassure les usagers des Technologies de l'Information et de la Communication au Gabon ». Dans un communiqué, le service de communication du ministère a indiqué qu'une telle pratique ne peut avoir cours dans un État de droit.

Tout en rassurant les usagers, le ministre de l'Intérieur a instruit ses services pour diligenter une enquête afin de « mettre hors d'état de nuire les auteurs à l'origine de telles informations aux lourdes conséquences ». Le Ministre invite en outre les usagers des



réseaux sociaux à rester vigilants et à avoir le discernement face aux multiples informations distillées par l'opposition sur la toile.

A savoir que les activistes sur le web à la solde de la coalition d'opposants autour de Jean Ping, candidats malheureux à la dernière présidentielle qui est de plus en plus isolé sur la scène politique, ont intensifié ces derniers jours les opérations de désinformation. Objectif : détourner l'attention de l'opinion du Dialogue politique inclusif qui se déroule actuellement au Gabon.

De source proche du quartier général de l'ex-chef de la commission de l'Union africaine, ces cyberactivistes ont été spécialement formés pour semer la zizanie sur la toile et sont encadrés par des professionnels étrangers rémunérés directement par un proche parent de Ping qui vit en Occident.

Ce qui fait que les résultats de l'enquête confiée aux services du ministre Lambert-Noël Matha sont attendus avec impatience par bon nombre de Gabonais et particulièrement des observateurs avertis de la vie publique qui suivent de près le comportement des leaders de l'opposition dont une partie veut aujourd'hui tourner la page des querelles postélectorales.



# Mission économique chinoise

## Satisfaction partagée

Publié le 10 avril 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

6

**A**u terme de plusieurs jours d'une mission économique en terre gabonaise, la Chambre Internationale de Commerce de Chine conduite par son Vice-Président, Liu Shaoxi, a tiré les conclusions de sa visite avec la partie gabonaise, représentée par les ministres Estelle Ondo des Eaux et Forêts, Madeleine Berre du Commerce et de l'Industrie, Florentin Moussavou de l'Education Nationale et Houangni Ambourouet du Pétrole.

Ainsi, au nom du Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet, ces représentants du gouvernement et notamment des secteurs économiques ont dit toutes leur gratitude à la mission économique et commerciale de la République Populaire de Chine.

Les deux parties ont signé un mémorandum d'entente portant sur plusieurs projets comme la bourse du bois et le montage d'une usine de transformation du bois.

Sur ces projets, la partie chinoise s'est félici-

tée de l'esprit d'ouverture des autorités gabonaises, des facilités qui leur ont été accordées pendant la mission et les potentialités économiques et commerciales dont dispose le Gabon dans le domaine ressources naturelles.

Tous ces atouts, à leurs yeux, constituent des arguments de poids pour la promotion des investissements et le renforcement de la coopération économique sino-gabonaise. Engagement a été aussi fait, au cours de la rencontre avec le maire de Libreville Rose Ossouka Raponda, de construire une cité, d'aménager le front de mer et de construire un parking moderne dans le centre-ville de la capitale de gabonaise.

Globalement, cette mission de la Chambre Internationale de Commerce qui s'est tenue dans le prolongement des accords d'intérêts communs passés par les deux pays, lors de la visite d'Etat en Chine d'il y a plusieurs mois du président de la République Ali Bongo Ondimba, s'est donc achevée sur une note de satisfaction générale et dans un esprit gagnant-gagnant.



# Hub Africa

## Les 3 meilleurs projets gabonais sont connus



Publié le 15 avril 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**D**ans le cadre de la 5<sup>ème</sup> édition Hub Africa, les jurys du « Pitch Hub Africa » ont sélectionnés les trois meilleurs projets de l'incubateur national « JA Gabon ». L'événement qui se présente comme la première plateforme des investisseurs-entrepreneurs en Afrique, se déroulera à Casablanca du 4 au 5 mai 2017 et a choisi cette fois comme pour thème : « L'entrepreneur acteur de l'intégration africaine »

Le Gabon et la Côte d'Ivoire ont été sélectionnés comme pays co-invités d'honneur de cette manifestation économique qui a pris une envergure certaine depuis sa première édition en 2012. Selon un membre de l'organisation, Hub Africa constitue une formidable opportunité de réunir un peu plus l'écosystème africain des entrepreneurs autour de la question essentielle de l'emploi des jeunes. Un espace de promotion de l'entreprenariat qui permet la rencontre entre tous ceux qui partagent cette vocation.

Autour de Hub Africa, les promoteurs ont en effet réuni un ensemble d'acteurs qui peuvent être des banquiers, des experts, des consultants qui viennent pendant ces deux jours partager leurs expériences, leurs réussites, mais aussi leurs échecs, leurs ambitions, leurs rêves.

A noter que pour le Gabon, les heureux élus sur les 15 participants initiaux sont : Ndong Zomo Joël, porteur du projet Pay'Onet, une application mobile de paiement de taxes municipales et de contraventions (lauréat du Grand Prix de l'Excellence) ; Essono Ngoua Laurain porteur du projet Elam, un site web consacré à l'orientation scolaire et Maki Ahmed Avicenne (Terroir G) pour son projet de transformation, valorisation et commercialisation de l'Odika made in Gabon ; tous ayant été accompagnés par JA Gabon.

Les 5 meilleurs projets africains intégreront la plateforme de crowdfunding Afeenity en vue d'obtenir un financement et seront également envoyés en incubation à Las Vegas.

# Forum sur le numérique Un rôle accru pour le Gabon

Publié le 12 avril 2017  
www.ledefigabon.com

8

**D**urant deux jours, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, quelque 300 membres de délégation issus de différents pays du monde se sont penchés sur la question de la gestion numérique des administrations publiques. C'était à l'occasion de la septième édition de l'Africa IT & Télécom forum.

Des experts des nouvelles technologies, des représentants de l'administration et des représentants des organismes de développement ont fait partie des participants à la rencontre organisée par le groupe marocain « i-Conférences » et l'Agence nationale du service universel des télécommunications. Le Gabon a été représenté par une délégation conduite



par le ministre en charge de l'Economie numérique Alain-Claude Bilie-By-Nze, en tant qu'invité d'honneur.

En termes de nouvelles technologies de l'information et de la communication, le Gabon fait partie, en effet, des pionniers sur le continent africain. Un récent rapport de l'Union internationale des Télécommunications (UIT) place le pays en tête en Afrique centrale, en matière de nouvelles technologies de l'information et de la communication. Un intervenant gabonais a rappelé durant la conférence que « le secteur des nouvelles technologies est un axe de la stratégie de diversification de l'économie gabonaise ».

Cette volonté d'accorder une importance particulière au secteur s'est traduit par « le développement du haut débit à travers la construction d'un réseau national de communication par fibre optique et le développement des contenus ».

Le secteur contribue actuellement à hauteur de 5% au PIB du Gabon et emploie environ 10 000 personnes. Des chiffres appelés à évoluer dans les années à venir. La participation gabonaise à l'Africa IT & Télécom forum a été une occasion d'avoir des échanges constructifs avec des nouveaux partenaires potentiels.

